



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

**PARTICIPATION A LA 6EME REUNION DE COORDINATION A MI-PAROURS DE
L'UNION AFRICAINE
Accra, Ghana, 21 juillet 2024**

Note d'entretien du Président

NOTE PAYS POUR LE CAMEROUN

**REGION AFRIQUE CENTRALE (RDGC)
DEPARTEMENT DES ECONOMIES PAYS (ECCE)**



NOTE D'ENTRETIEN DU PRESIDENT – CAMEROUN

**6^{ème} réunion de coordination à mi-parcours de l'Union Africaine
Accra, Ghana, 21 juillet 2024**

Chef de la délégation : S.E. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun

Messages clés

- Le nouveau Document de Stratégie Pays (DSP) 2023-2028 a été approuvé par le Conseil d'Administration le 13 juillet 2023. Il est articulé autour de deux domaines prioritaires : (i) Développer les infrastructures pour la promotion du secteur agroindustriel ; et (ii) Renforcer le capital humain et la gouvernance, en vue de l'amélioration du cadre institutionnel et des affaires. Il vise la transformation structurelle de l'économie pour une croissance inclusive, forte et durable.
- Au 30 juin 2024, le portefeuille actif du Groupe de la Banque au Cameroun comptait 27 projets totalisant un montant d'environ 1 780,3 millions d'unités de compte (UC), soit environ 2 368 millions de dollars US. Les opérations du secteur public national représentent en volume, 72% du portefeuille. Les opérations régionales comptent pour 20,5%. Une seule opération du secteur privé pour 7,5%. Les projets sont financés par des instruments de prêts (95,7%) ; une garantie (3,2%) et des dons (1%). Les principaux secteurs de concentration sont les suivants Transport (58,6%) suivi de l'Energie (21,2%) et l'Agriculture avec 10,8%.
- Les effets des chocs multiples continuent d'affecter l'économie camerounaise, notamment au niveau de la sécurité alimentaire, des prix à la consommation et de l'approvisionnement en carburants.
- La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est estimée à 3,8% en 2023 contre 3,6% en 2022. Le taux d'inflation a atteint 7,4% en 2023 contre 6,3% en 2022. Pour les deux prochaines années une croissance de l'économie de 4,1% et 4,4% en 2025. Cependant, ces perspectives économiques restent fortement dépendantes de l'évolution de la conjoncture mondiale et des effets des chocs multiples.
- Le Conseil d'administration du FMI a achevé, le 03 juillet 2024, la première revue de l'accord au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) et les sixièmes revues des accords au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC). L'achèvement des revues ouvre la voie à un décaissement immédiat de 72,7 millions de dollars au titre de la FEC et du MEDC et de 45,4 millions de dollars au titre de la FRD.
- Les objectifs et les domaines prioritaires de l'agenda 2063 de l'Union Africaine sont pris en compte dans les interventions de la Banque au Cameroun. Le DSP 2023-2028 du Cameroun vise, entre autres objectifs, à axer ses interventions sur une stratégie pour promouvoir une croissance plus inclusive et un développement durable, notamment par la promotion de l'agro-industrie, la réalisation d'infrastructures routière à travers les projets intégrés structurantes, et le développement des compétences.

1. Développements politiques et socio-économiques récents

• **Développements politiques.** Sur le plan politique, des élections sénatoriales ont eu lieu le 12 mars 2023 afin d'élire 70 des 100 sénateurs (les trente restants sont nommés par le Président de la République). Les prochaines élections présidentielles camerounaises sont prévues en 2025. Bien que n'étant pas un pays fragile, il faut relever que les crises sécuritaires sévissant à ses frontières et celle existant dans les deux zones anglophones du pays (régions du Nord-ouest et du Sud-ouest) depuis 2016, ont accentué les poches de fragilité existantes et aggravé les vulnérabilités.

• **Secteur réel et croissance.** Le taux de croissance du PIB réel est estimé à 3,8% en 2023 contre 3,6% en 2022, en raison notamment des effets d'entraînement de la réalisation des projets structurants et le dynamisme des secteurs primaire et tertiaire. L'inflation a atteint 7,4% en 2023, contre 6,3% en 2022. Les chocs multiples sont les principaux facteurs ayant entraîné cette hausse du taux de l'inflation en 2023.

• **Finances publiques et dynamique de la dette.** Le solde des opérations de l'Etat, a enregistré un déficit de 0,9% du PIB au titre de l'exercice 2023, contre un déficit de 1,1% du PIB en 2022. Les subventions sur les carburants et le gaz domestique qui étaient à 1 040 milliards FCFA (soit environ 1,68 milliards USD ou 17% du budget de l'Etat) en 2022, ont été réduits à 640 milliards FCFA en 2023 (soit environ 1,03 milliards USD ou 10% du budget de l'Etat). Le compte courant s'est aussi soldé par un déficit de 2,7% du PIB en 2023 (contre un déficit de 3,4% en 2022). L'encours de la dette publique est passé de 28,8% du PIB en 2015 à 45,3% à fin août 2023. Le profil de la dette continue toutefois de présenter un risque élevé de surendettement selon l'évaluation faite en août 2022 par le FMI.

• **Perspectives.** Les perspectives économiques à court terme demeurent favorables. Le taux de croissance du PIB devrait atteindre 4,1% en 2024 et 4,4% en 2025. L'inflation devrait baisser progressivement pour atteindre 6,3% et 4,3% en 2024 et 2025 respectivement. La tendance à la baisse du déficit budgétaire devrait se poursuivre pour atteindre 0,5% et 0,2% du PIB respectivement en 2024 et 2025. Le compte courant pourrait afficher un solde déficitaire de 1,9% du PIB en 2024 et 1,6% en 2025. Ces perspectives restent toutefois dépendantes de l'évolution des chocs multiples.

• **Indicateurs sociaux.** L'incidence de la pauvreté a légèrement augmentée de 37,5% en 2014 à 37,7% en 2021 selon la toute dernière étude nationale sur la pauvreté publiée en 2024. La crise sanitaire et les chocs multiples ont fortement impacté les couches les plus vulnérables de la société et les différents acteurs du secteur informel et aggravé l'incidence de la pauvreté.

2. Engagements de la Banque dans le pays

• **Piliers du DSP et objectifs.** Un nouveau DSP couvrant la période 2023-2028, a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque le 13 juillet 2023. Les deux domaines prioritaires retenus sont les suivants : Développer les infrastructures pour la promotion du secteur agroindustriel ; et (ii) Renforcer le capital humain et la gouvernance en vue de l'amélioration du cadre institutionnel et des affaires. Quatre secteurs ont été choisis dans le cadre de ce nouveau DSP : (i) Agro-industrie ; (ii) Transport ; (iii) Développement des compétences et (iv) Gouvernance économique.

• **Les ressources de la Banque.** Le DSP 2023-2028 a prévu 11 opérations souveraines pour un montant de 1571,2 millions UC (2 121,12 millions USD) et 3 opérations non souveraines pour un montant de 182 millions UC (245,7 millions USD), soit un total 1 753,2 millions UC (2 366,82 millions USD). Pour le financement des opérations souveraines du DSP, la Banque compte mobiliser 1 183 millions UC sur ses Guichets traditionnels (BAD et FAD et NTF). En plus de ces guichets, la Banque utilisera son expertise technique et s'appuiera sur ses partenariats pour mobiliser des ressources supplémentaires à hauteur de 388,2 millions UC (524,1 millions USD) auprès de sources publiques et privées, par le biais de divers canaux tels que le cofinancement et la syndication. Toutefois, le financement du nouveau DSP devra faire face à un double défi. Il s'agit de : (i) la contrainte du plafond d'endettement du pays instauré dans le cadre

du programme en cours avec le FMI ; et, (ii) la contribution attendue de la Banque par le Gouvernement pour le financement de la SND30. Il convient de rappeler que la totalité des projets à réaliser dans le cadre de la SND30 est désormais estimée à 88 000 milliards de francs CFA, soit près de 147,3 milliards USD.

- **Le programme indicatif de prêts.** En 2023, la Banque a approuvé 4 opérations souveraines pour un montant de 374 millions UC soit environ 497,4 millions USD. Le programme indicatif opérationnel (IOP) révisé de 2024-2025 prévoit 6 opérations pour un montant cumulé de 680 millions UC soit environ 904,4 millions US, dont 1 opération non souveraine pour un montant de 39 millions UC (52 millions USD).
- **Dialogue de haut niveau.** Ce dialogue est axé sur : (i) l'amélioration de la performance du portefeuille ; (ii) la dette publique et l'accompagnement de la Banque à la mise en œuvre de la SND30 ; (iii) la promotion du secteur privé ; et (iv) les recommandations des études élaborées dans le cadre de la matrice de dialogue et de réformes.
- **Coordination des bailleurs.** Afin d'améliorer l'efficacité de ses opérations et faire avancer l'agenda de la Banque dans le pays, la Banque participe activement à trois plateformes de dialogue dans le pays : le Comité multipartenaires (CMP) dans lequel on retrouve les ministères chargés des finances, de l'économie et du plan, les ministères sectoriels et les principaux partenaires techniques et financiers, dont la Banque ; le Groupe « Big5 » composé de la BAD, la Banque mondiale, le FMI, l'AFD et la JICA ; et le Groupe 8 + 6 qui est un cadre de dialogue de haut niveau comprenant les ambassadeurs du G8 et les six principaux partenaires du Cameroun, dont la BAD, la Banque mondiale et le FMI.

3. Portefeuille actif des opérations de la Banque

- **Composition du Portefeuille.** A la date du 30 juin 2024, le portefeuille actif du Groupe de la Banque au Cameroun comptait 27 projets totalisant un montant d'environ 1 780,3 millions d'unités de compte (UC), soit environ 2 368 millions de dollars US. Les opérations du secteur public national représentent en volume, 72% du portefeuille. Les opérations régionales comptent pour 20,5%. Une seule opération du secteur privé pour 7,5%. Les projets sont financés par des instruments de prêts (95,7%) ; une garantie (3,2%) et des dons (1%). Les principaux secteurs de concentration sont les suivants Transport (58,6%) suivi de l'Energie (21,2%) et l'Agriculture avec 10,8%. Le guichet BAD finance les projets à hauteur de 1 572,6 millions d'UC (88,3%). Les 4 précédents cycles du FAD ont contribué à financé des projets dont certains sont encore actifs. La part du FAD dans le portefeuille actif est de 120,5 millions d'UC (6,8%). Les Cofinancements directs (JICA, PAGODA, GCF, AGTF) s'élèvent à 87,2 millions d'UC (4,9%).
- **Contribution aux priorités opérationnelles (Top 5).** Les différentes interventions de la Banque contribuent à la mise en œuvre de ses cinq grandes priorités opérationnelles (Top 5) comme indique dans le graphique trois en annexe.
- **Performance du portefeuille public national.** La performance du portefeuille a été jugée satisfaisante lors de la dernière revue du portefeuille tenue en avril 2024.
- **Défis et contraintes du portefeuille.** Ce sont essentiellement : (i) les retards de signature des accords de financement ; (ii) les lenteurs dans la passation des marchés y compris les problèmes d'intégrité ; ; (iii) le déblocage insuffisant des fonds de contrepartie ; (iv) l'insécurité dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui a un impact négatif sur la mise en œuvre des projets qui s'y exécutent.

4. Contribution aux priorités opérationnelles (Top 5)

- **Eclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie.** La réhabilitation et l'extension des réseaux de transport et de distribution ont contribué à construire plus de 1700 km de lignes électriques et de mettre en place 330 postes de transformation. Le Projet de Renforcement et d'Extension de Réseaux de Transport et de Distribution (PRERETD) devrait permettre l'accès à l'électricité à 65100 nouveaux

ménages, soit environ 39 000 personnes. Le projet électrique de Kribi contribue aujourd’hui à fournir plus de 1 153 GWH dans le réseau interconnecté sud. Enfin, le Barrage de Nachtigal devrait fournir au réseau électrique du Cameroun, une capacité de 420 MW d’électricité à l’horizon 2023.

- **Nourrir l’Afrique.** Le projet de développement rural participatif de Grassfield II a contribué à accroître la productivité et l’écoulement des produits agricoles dans la région du Nord-ouest du Cameroun. Le projet de développement des chaînes de valeurs agricole (PDCVA) devrait générer des productions additionnelles en année de croisière estimées à 216000 tonnes de régimes de palmier à huile, 240 000 tonnes de plantain, 10 000 tonnes d’ananas et de 17 500 tonnes d’huile de palme. Le projet de développement des chaînes de valeurs d’élevage et de la pisciculture dont les activités se mettent en place vise à augmenter la production animale et halieutique.

- **Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique.** Plusieurs investissements ont été réalisés dans le secteur de l’eau et l’assainissement et de l’agriculture avec pour objectif d’améliorer la qualité de vie des femmes, des jeunes, et des populations urbaines et rurales. Le projet d’alimentation en eau potable en milieu semi-urbain a amélioré l’alimentation en eau potable dans 13 municipalités du pays avec 1028538 de personnes positivement impactées dont 51% de femmes.

- **Intégrer l’Afrique.** La Banque est le leader dans le secteur des infrastructures en Afrique centrale, notamment dans la construction de routes, de corridors multinationaux et de voies ferrées. Aujourd’hui, elle a permis de raccorder le Cameroun au Congo grâce aux deux phases du projet de construction de la route Ketta-Djoum. La Banque a également contribué à relier le Cameroun au Nigéria grâce au projet de construction de la route Bamenda – Enugu et la réalisation du pont sur la Cross River dont l’inauguration a été faite en octobre 2022. La construction du pont sur le fleuve Logon, qui a démarré en 2020, permet déjà de relier le nord du Cameroun au Tchad. Le projet de construction du pont sur le fleuve Ntem a été approuvé en novembre 2023. Il permettra de relier le Cameroun et la Guinée Equatoriale. Dans le domaine de l’énergie, la Banque finance le projet d’interconnexion électrique entre le Cameroun et le Tchad.

- **Industrialiser l’Afrique :** Dans le cadre des deux projets de développement de chaînes de valeurs, il est prévu l’acquisition de 3 usines pour l’extraction d’huile de palme et de 3 abattoirs industrielles. Ces infrastructures industrielles vont significativement rehausser la productivité dans les secteurs concernés et positionner le Cameroun sur la trajectoire d’industrialisation souhaitée. Le projet de développement de plateforme portuaire a permis au Yard pétrolier de Limbé de disposer d’équipements industriels pour la maintenance des navires en haute mer. La seconde phase de ce projet est à l’étude.

Préparé par :	Ameth Saloum NDIAYE, Economiste pays principal, ECCE.1/COCM Godwill KAN TANGE, Economiste-Pays Supérieur, ECCE.1/COCM Mohamed COULIBALY, Chargé de Programmes pays principal COCM
Révisé par :	Hervé LOHOUES, Lead Economist & Chef de Division p.i., ECCE.2/RDGC Solomane KONE, Directeur Général Adjoint, RDGC/COCD
Approuvé par :	Serge NGUESSAN, Directeur Général, RDGC Désiré VENCATACHLLUM, Directeur principal, ECCE
Mise à jour	06 juillet 2024

TABLE DES MATIERES -ANNEXES

ANNEXE 1 : POINTS DE DISCUSSION DU PRESIDENT / QUESTIONS-REPONSE.....	7
ANNEXE 2 : LES REALISATIONS DU PAYS A L'AGENDA 2063 DE L'UNION AFRICAINNE.....	8
ANNEXE 3 : REALISATION DE LA BANQUE EN MATIERE D'INITIATIVES SPECIALES DE LA BANQUE DANS LE PAYS.....	9
ANNEXE 4 : MENER LA TRANSFORMATION DE L'AFRIQUE : REFORME DE L'ARCHITECTURE FINANCIERE MONDIALE.....	10
ANNEXE 5 : EFFORTS D'INTEGRATION REGIONALE AU CAMEROUN.....	11
ANNEXE 6 : INFORMATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE DU CAMEROUN.....	12
ANNEXE 7.1 : PROGRAMME INDICATIF DE PRET DE LA BANQUE POUR 2024-2025 (Opérations souveraines, en millions d'USD et (en millions d'UC).....	13
ANNEXE 7.2 : PROGRAMME INDICATIF DE PRET DE LA BANQUE POUR 2024-2025 (Opérations non-souveraines, en millions d'USD et (en millions d'UC).....	14
ANNEXE 8 : VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE DE LA BANQUE AU CAMEROUN.....	15
ANNEXE 9 : PRINCIPAUX MEMBRES DE LA DELEGATION CAMEROUNAISE.....	18

ANNEXE 1 : POINTS DE DISCUSSION DU PRESIDENT / QUESTIONS-REPONSE

A. Points potentiels et questions susceptibles d'être soulevées par la Banque

A 1 - Appui budgétaire sectoriel de l'énergie.

Encourager les autorités à diligenter la signature de l'appui budgétaire sectoriel pour l'énergie.

A 2 - Reconstruction de la route Ngaoundéré-Garoua (240,85 km).

Réaffirmer aux Autorités l'engagement de la Banque à accompagner le Gouvernement dans le financement de cette opération. A la suite d'une requête de financement du Gouvernement reçue par la Banque pour la reconstruction de cette route, une délégation de la Banque s'est rendue, le jeudi 27 juin 2024, au Ministère des travaux publics pour réaffirmer l'engagement de la Banque. Dans ce cadre, la Banque compte mobiliser 330 millions d'euros (216,4 milliards de FCFA) pour le financement de cette infrastructure. Cette route est un corridor stratégique extrêmement important non seulement pour le Cameroun mais aussi pour les pays comme le Tchad et la RCA qui utilisent le port de Douala comme port de transbordement.

B. Questions susceptibles d'être soulevées par les Autorités

B 1 - Contribution de la Banque au financement du gap du nouveau programme économique et financier avec le Fonds monétaire international.

Les autorités souhaiteront obtenir la confirmation de l'engagement de la Banque pour la réalisation de la deuxième tranche de l'appui budgétaire sectoriel (énergie) ainsi que de son montant en 2024.

Réponse B 1 -Indiquer qu'au titre de l'année 2023, un appui budgétaire sectoriel (énergie) d'un montant 74,3 millions d'euro a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque. Cependant, la Banque attend la signature de l'accord de financement par le gouvernement. La Banque s'apprête à transmettre un préavis d'annulation de cet appui budgétaire. Ce qui compromettra la programmation d'un nouvel appui budgétaire en 2025 pour le Cameroun. **Rappeler** toutefois les appuis budgétaires importants de la Banque au Cameroun pour un total de 466 millions USD réalisés entre novembre 2017 et décembre 2019, dans le cadre du Programme économique et financier du Cameroun avec le FMI (217,5 MUSD, soit 150 millions d'unités de compte (MUC) en novembre 2017 ; 181,5 MUSD, soit 125,20 MUC en décembre 2018 et soit 94,25 MUSD, soit 65 MUC en décembre 2019). Un appui budgétaire en réponse à la COVID-19 a également été octroyé par la Banque en 2020 pour un montant de 101,5 MUSD, soit 70 MUC et un appui budgétaire en soutien au nouveau programme économique et financier avec le FMI, d'un montant de près de 86 MUSD, soit près de 81 millions d'euros au titre du Programme d'Appui à la Relance Economique Post-COVID-19 décaissé en 2022.

B 2 – Les autorités souhaitent obtenir un appui budgétaire général en 2025.

Réponse B 2 - Avec la non-signature de l'appui budgétaire sectoriel de l'énergie jusqu'ici, la Banque pourrait être réservée à donner un avis favorable à cette nouvelle demande.

ANNEXE 2 : LES REALISATIONS DU PAYS A L'AGENDA 2063 DE L'UNION AFRICAINE

Les objectifs et les domaines prioritaires de l'agenda 2063 de l'Union Africaine sont prises en compte dans les interventions de la Banque au Cameroun. Le document de mise à jour du DSP du Cameroun (2015-2020) et son extension à fin 2022 ont pour entre autres objectifs d'axer ses interventions sur une stratégie visant à promouvoir une croissance plus inclusive et un développement durable, notamment par la réalisation d'infrastructures structurantes dans le secteur de l'énergie et la mise en œuvre de projets de chaînes de valeurs dans le domaine agricole.

Les opérations de la Banque au Cameroun accordent également une attention particulière aux aspects liés au genre, aux femmes, aux jeunes, à leur autonomisation et à leur sécurité alimentaire. A titre d'illustration, le Projet de Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles (PD-CVA) appuie fortement les efforts du Cameroun en vue de renforcer davantage son rôle de puissance agricole dans la sous-région Afrique centrale. Il a pour objectifs de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la création de richesse et d'emplois pour les jeunes et les femmes en améliorant la compétitivité de trois chaînes de valeurs agricoles : palmier à huile, banane plantain et ananas. Ce projet dispose également d'une composante formation et appui financier à plus de 1500 jeunes agro-preneurs ; ce qui permettra de renforcer du pouvoir économique des femmes et des Jeunes ainsi que leur autonomisation.

ANNEXE 3 : REALISATION DE LA BANQUE EN MATIERE D'INITIATIVES SPECIALES DE LA BANQUE DANS LE PAYS

Les ressources du guichet BAD contribuent largement au financement des opérations du portefeuille du pays.

A ces financements, s'ajoutent les ressources du Guichet FAD mais également celles provenant des fonds fiduciaires et co-financiers tels : le FAPA, l'ACFA-Acc Co-Fin for Africa (JICA), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Facilité africaine de l'eau (FAE), l'Africa Growing Trust Fund, le KOAFEC et le FAT-PRI. Ces fonds ont contribué au financement de projets dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications, de l'eau et l'assainissement, du transport ainsi que dans celui du social. L'Union européenne co-finance d'importants projets régionaux d'infrastructures à travers la Facilité d'investissement pour l'Afrique – PAGODA qui a permis de financer des projets dans le pays. Enfin, AFAWA a lancé ses activités au Cameroun en 2022.

Enfin, la session 2021 de l'«Africa Energy Market Place -AEMP » a impliqué le Cameroun avec la participation du ministre de l'Energie ainsi que celles de plusieurs experts

Mécanisme Africain de stabilité financière (MASF) : Les représentants du gouvernement du camerounais et des experts du pays, en matière de stabilité financière participent régulièrement aux échanges et discussions sur la mise en place du MASF. Des points focaux nationaux ont été désignés pour participer avec la Banque aux échanges et réunions techniques. Une délégation du camerounaise a pris part au début du mois de juillet à des échanges sur ce mécanisme à Tunis.

ANNEXE 4: MENER LA TRANSFORMATION DE L'AFRIQUE: REFORME DE L'ARCHITECTURE FINANCIERE MONDIALE.

La mobilisation des ressources internes et externes pour le financement du développement reste un défi pour le Cameroun comme pour beaucoup d'autres pays de l'Afrique. Au-delà de la faiblesse des ressources collectées, l'efficacité dans l'utilisation des ressources devra également être optimisée pour de meilleurs rendements économiques pour le pays.

Des réformes substantielles de l'architecture mondiale sont nécessaires pour tenir compte des besoins spécifiques du Cameroun, en particulier, et du continent africain en général afin d'accroître l'accès au financement, promouvoir la stabilité économique et soutenir la croissance durable. Ainsi, lors du sommet sur le Nouveau pacte financier mondial, les 22 et 23 juin 2023, à Paris, les dirigeants de plusieurs pays africains et organisations internationales ont exprimé leur volonté de changer l'ordre financier actuel en proposant de nouveaux outils financiers, la réforme des banques de développement, la restructuration de la dette pour mieux lutter contre la pauvreté et financer la transition climatique.

Dans la même logique, la création d'un troisième siège pour les pays africains au sein des conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI a été annoncée en octobre 2023, par la directrice générale du FMI, Mme Kristalina Georgieva, en prélude aux Assemblées annuelles 2023 de ces institutions., à Marrakech. Les deux institutions de Bretton Woods comptent 190 pays membres et 25 administrateurs. Mais l'Afrique avec ses 54 pays membres, ne disposait à ce jour, que de deux sièges aux conseils d'administration de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Avec ses importantes ressources naturelles, son potentiel de marché émergent considérable estimé à plus d'un milliard de personnes, le continent africain reste néanmoins confronté à de nombreux défis tels que la pauvreté, les inégalités socio-économiques, les problèmes de gouvernance, les conflits, les changements climatiques, entre autres.

Aussi, durant ces Assemblées annuelles 2023 de Marrakech, les ministres africains des Finances de la Planification et du Développement économique, ont appelé à des réformes fondamentales des institutions de Bretton Woods. L'Afrique devrait occuper une place centrale dans les réformes des institutions de Bretton Woods à l'ère de la fragmentation géopolitique mondiale. Les réformes devraient reconnaître les spécificités du continent africain, ses défis particuliers et son potentiel de croissance.

Les réformes devraient viser à accroître la représentation de l'Afrique au sein des institutions de Bretton Woods, notamment en redistribuant les droits de vote et en accordant davantage de sièges aux pays africains au sein des organes de décision. L'Afrique devrait être activement impliquée dans les processus de prise de décision et de définition des politiques des institutions. Cela peut être réalisé en encourageant la participation des représentants africains dans les comités décisionnels et en facilitant un dialogue constant.

Les financements et réformes offerts par ces institutions devraient tenir compte des besoins spécifiques de l'Afrique, en particulier en ce qui concerne le développement économique, la lutte contre la pauvreté, les infrastructures, l'éducation et la santé. Il importe de rappeler les échecs des Programmes d'ajustement structurels dans les années 90 comme principal outil du FMI et l'échec des Initiatives PPTTE qui n'ont pas permis au pays bénéficiaire de revenir à des taux d'endettement soutenable ou de libérer plus de ressources pour le financement de leur économie. La prise en compte des perspectives et des préoccupations africaines dans l'élaboration des politiques mondiales, notamment en ce qui concerne le commerce international, les régimes fiscaux et les réformes du système financier international, reste cruciale.

Les défis mondiaux tels que le changement climatique, les pandémies et les migrations massives nécessitent une adaptation des institutions de Bretton Woods pour traiter ces problèmes de manière plus efficace. Il est nécessaire d'ajuster les mandats et les instruments financiers pour répondre aux enjeux contemporains. Les instruments financiers devraient donc être mieux adaptés pour répondre aux défis uniques du continent. Pour financer les nouveaux défis climatiques qui émergent, de nouveaux financements innovants se présentent désormais au pays.

Les institutions de Bretton Woods devraient jouer un rôle plus actif dans la mobilisation des ressources financières pour l'Afrique, en encourageant les investissements directs étrangers, en facilitant l'accès aux marchés financiers internationaux et en soutenant le développement des capacités financières des pays africains. Elles devraient soutenir les initiatives de développement en Afrique, telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et d'autres projets régionaux visant à renforcer l'intégration économique et à stimuler la croissance au sein même du continent africain. En Afrique centrale, et particulièrement au Cameroun, très peu d'avancées ont été faites sur la ZLECAF. Les partenariats régionaux entre les pays africains et d'autres régions du monde pour promouvoir la coopération économique, le partage des connaissances et le renforcement des capacités restent des avenues à privilégier.

Par ailleurs, la montée en puissance de nouvelles puissances économiques, notamment la Chine, remet en question la structure traditionnelle des institutions de Bretton Woods, où les États-Unis et l'Europe exercent une influence prédominante. La multipolarité crée des tensions dans la gouvernance mondiale. Les tensions géopolitiques entre les grandes puissances influencent et entravent la capacité des institutions à agir de manière coordonnée. Au Cameroun, au-delà de l'Union européenne, la Chine reste un partenaire privilégié pour les échanges commerciaux et le financement des projets d'investissements. Les nouvelles tensions géopolitiques en cours pourraient donc impacter le financement du développement au Cameroun. Les différends commerciaux, les sanctions économiques et les rivalités politiques pourraient affaiblir la coopération internationale déjà fragile.

Enfin, à l'ère de la fragmentation géopolitique mondiale, les institutions de Bretton Woods sont confrontées à des défis importants qui nécessitent des ajustements et des réformes pour rester pertinentes et efficaces dans la promotion de la stabilité économique mondiale et du développement durable. L'Afrique devrait occuper une place importante dans les réformes de ces institutions financières, avec une attention particulière accordée à la représentation, aux besoins spécifiques du continent et à la promotion d'une croissance économique inclusive. La collaboration étroite avec les pays africains et la société civile est essentielle pour garantir le succès de ces réformes.

ANNEXE 5 : EFFORTS D'INTEGRATION REGIONALE AU CAMEROUN

Le pays participe activement au processus d'intégration régionale, en Afrique centrale, en s'appuyant principalement sur deux communautés économiques régionales. Celles-ci sont : la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) mise en place en 1983 et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) créée en 1999. Le pays est membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis sa création en 1995 et a participé au GATT de mai 1963 à avril 1994.

Le Cameroun a également ratifié l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en juin 2019 et a présenté ses offres tarifaires sur le commerce des biens et des services en conformité avec les exigences de l'Union Africaine. Le Cameroun a procédé, en 2019, au lancement de sa stratégie nationale de mise en œuvre de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine qui représente aujourd'hui un marché potentiel de 1,4 milliard de consommateurs, et près de 2,5 milliards en 2050, et constitue un puissant levier apte à stimuler les exportations, l'industrialisation, la création d'emplois et la diversification économique du continent africain en général et du Cameroun en particulier.

Le Cameroun entend jouer un rôle moteur dans le développement des échanges intra et intercommunautaires, notamment à travers ses différents corridors routiers qui le relie au Congo, au Gabon, à la Guinée Equatoriale, à la République Centrafricaine (RCA), au Tchad, et en dehors de la CEMAC, au Nigeria. Partageant des frontières avec six pays, le Cameroun constitue un territoire de transit pour le Tchad et la République centrafricaine, qui sont des pays enclavés.

D'importants projets intégrateurs ont été mis en œuvre impliquant le pays. Il s'agit notamment du projet d'interconnexion électrique Tchad-Cameroun, d'aménagement de la route Ketta-Djoum et de facilitation du transport sur le corridor Yaoundé-Brazzaville, de la construction du pont sur le fleuve Logone entre les villes Yagoua au Cameroun et Bongor au Tchad, ainsi que du programme de facilitation des transports dans les corridors Douala-Bangui et Douala Ndjamena. Enfin, la Banque a financé les études de faisabilité pour le prolongement de la ligne ferroviaire entre le Cameroun et le Tchad. Une table ronde des bailleurs de fonds a eu lieu à Yaoundé en juin 2024.

L'ouverture du nouveau Bureau régional de développement, d'intégration et de prestation de services pour l'Afrique centrale à Yaoundé au Cameroun, à l'instar de ceux mis en place en Afrique australe, de l'Est, du Nord et de l'Ouest, a pour objectif de rapprocher davantage la Banque de ses Etats membres et renforcer encore plus le dialogue avec les communautés économiques régionales dont les missions premières sont d'œuvrer dans le domaine de l'intégration. Le bureau régional a été inauguré le 12 avril 2024 par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la république du Cameroun, représentant le Chef de l'Etat.

ANNEXE 6 : INFORMATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE DU CAMEROUN

Tableau 1 – Informations essentielles du Cameroun

Pays	Cameroun
Chef de l'Etat	SEM Paul BIYA
Type de régime	Parlementaire
Premier Ministre	SEM Joseph DION NGUTE
Langues officielles	Français et Anglais
Capitale	Yaoundé
Superficie	476 000 Km ²
Population	28 600 000 (2023)
Espérance de vie	61t,5 ans (2023)
PIB	48,7 milliards de USD (2023)
PIB par habitant	1707,5 USD (2023)
Monnaie	Franc de la Coopération financière en Afrique centrale (franc CFA – XAF)
Régions administratives	La République du Cameroun compte dix régions administratives

Tableau 2 - Principaux indicateurs macroéconomiques

	2019	2020	2021	2022	2023(e)	2024(p)	2025(p)
Croissance du PIB réel (%)	3,5	0,3	3,6	3,6	3,8	4,1	4,4
Inflation (%)	2,5	2,5	2,3	6,3	7,4	6,3	4,3
Solde budgétaire totale, y.c. les dons (% PIB)	-3,7	-3,3	-3,4	-1,1	-0,9	-0,5	-0,2
Solde primaire (% PIB)	-2,7	-2,3	-2,2	0,3	0,0	0,5	0,7
Solde courant (% du PIB)	-4,3	-3,7	-4,0	-3,4	-2,7	-1,9	-1,6
Population totale (Millions)	25,8	26,5	27,2	27,9	28,6		
Esperance de vie à la naissance (Années)	61,6	60,8	60,3	61,0	61,9		

Source : Département des Statistiques (ECST) de la Banque africaine de développement, avril 2024
estimations (e) et prévisions (p)

ANNEXE 7.1 : PROGRAMME INDICATIF DE PRET REVISE DE LA BANQUE POUR 2024-2025 (Opérations souveraines, en millions d'USD et (en millions d'UC)

NOM DES PROJETS	SECTEURS (approche de projets intégrés dans l'esprit du ONE BANK)	DEPARTEMENT / DIVISION LEADER	SOURCE DE FINANCEMENT (Million UC)						Axe Prioritaire
			BAD	FAD Prêt	FAD RO	RBF	Sous total BAD	Co-financement (additionnel) MUC	
ANNEE - 2024									
PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS – PHASE 4 : OPTIMISATION DES INVESTISSEMENTS DANS LE SOUS SECTEUR ROUTIER	TRANSPORT/EAU & ASSAINISSEMENT	PICU.6	260	10			270	30	1
PROJET DE DEVELOPPEMENT AGROINDUSTRIEL ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE DANS LE SEPTENTRION – Phase 1 : CONSTRUCTION DE BARRAGES DANS LE SEPTENTRION - (contribuera au Compact agricole)	EAU/AGROINDUSTRIE	AHWS.3	60				60	80	1
SOUS TOTAL 2024			320	10			330	110	
TROISIEME ANNEE - 2025									
PROJET D'AMENAGEMENT TERRITORIAL DE LA REGION DE L'EST (contribuera au Compact agricole)	TRANSPORT/AGRO-INDUSTRIE /ENERGIE	PITD	100				130	50	1
AGRO PARK DANS LA PLAINE CENTRALE	AGRO-INDUSTRIE	AHAI.3	120						
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN POUR L'EMPLOI DANS LA REGION DE L'EXTREME NORD	DEVELOPPEMENT COMPETENCES	AHHD.3		10		80	90	5	2
SOUS TOTAL 2025			220	10		80	310	55	
TOTAL (2024+2025)			540	20		80	640	314	

ANNEXE 7.2 – PROGRAMME INDICATIF DE PRETS 2024-2026 (Opérations non souveraines – en millions d’USD (millions d’UC))

Nom des projets	Département charge	en	Montant Financement BAD (MUC)	Année
Projet du barrage hydroélectrique de Kikot	PESR.2		150	2026
Bulk water for the port authority of Douala	AHWS.1		12	2026
Projet d'appui à la mise en place d'un hôpital de référence à Douala	AHHD.2		20	2025
Total général opérations non souveraines			182	

ANNEXE 8 : VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE DE LA BANQUE AU CAMEROUN

Aperçu du portefeuille et répartition sectorielle

A la date du 30 juin 2024, le portefeuille actif du Groupe de la Banque au Cameroun comptait 27 projets totalisant un montant d'environ 1 780,3 millions d'unités de compte (UC), soit environ 2 368 millions de dollars US. Les opérations du secteur public national représentent en volume, 72% du portefeuille. Les opérations régionales comptent pour 20,5%. Une seule opération du secteur privé pour 7,5%. Les projets sont financés par des instruments de prêts (95,7%) ; une garantie (3,2%) et des dons (1%). Les principaux secteurs de concentration sont les suivants Transport (58,6%) suivi de l'Energie (21,2%) et l'Agriculture avec 10,8%. Le guichet BAD finance les projets à hauteur de 1 572,6 millions d'UC (88,3%). Les 4 précédents cycles du FAD ont contribué à financé des projets dont certains sont encore actifs. La part du FAD dans le portefeuille actif est de 120,5 millions d'UC (6,8%). Les Cofinancements directs (JICA, PAGODA, GCF, AGTF) s'élèvent à 87,2 millions d'UC (4,9%) (cf. figure 2).

Figure 1- Répartition sectorielle du portefeuille

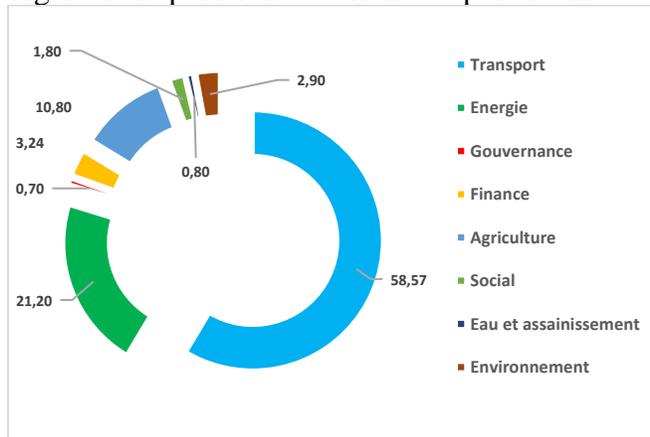
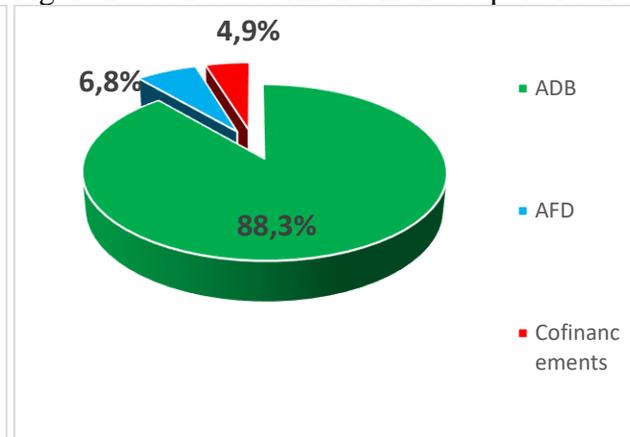


Figure 2 -Sources de financement du portefeuille



Le taux de décaissement cumulé du portefeuille était de 45% pour un âge moyen de 5,4 ans. Le portefeuille du secteur public national a un taux de décaissement cumulé de 49% avec un âge moyen de 5,3 ans. Le portefeuille national actif compte 2 projets âgés. Ce sont : (i) le Programme d'appui au secteur des transports phase 1 qui a 9,4 ans et (ii) le projet de garantie avec 8,9 ans. **Deux projets sont potentiellement problématiques.** Ce sont : (i) la tranche 2 de la « Ring Road » qui s'exécute dans la région du nord-ouest en proie à l'insécurité et (ii) le Projet de développement des chaînes de valeurs d'élevage et de la Pisciculture – PDCVEP. Ces projets enregistrent une performance insatisfaisante, notamment en matière de passation de marchés, d'engagement budgétaire et de décaissement.

Contraintes à la performance du portefeuille

(i) les retards de signature des accords de financement ; (ii) les problèmes dans la passation des marchés avec notamment des problèmes d'intégrité ; (iii) les retards dans la délivrance des avis de la Banque du fait du sous-effectif au niveau du bureau pays. Par exemple un (1) seul chargé de projet concentre neuf (9) opérations actives du secteur des transports et un seul chargé des acquisitions pour l'ensemble du portefeuille malgré les fortes contraintes de la passation des marchés au Cameroun ; (iv) l'insuffisance des fonds de contrepartie ; et (v) l'insécurité dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest qui continue d'avoir un impact négatif sur la mise en œuvre des projets dans ces zones.

Solutions nouvelles proposées pour améliorer la mise en œuvre des projets de ce nouveau cycle de DSP :

Il s'agit de (i) en matière de **signature des accords de financement**, la transmission au Conseil d'administration de la Banque pour examen uniquement des projets disposant d'un visa de maturité. Sollicitation par le Gouvernement et par anticipation : des décrets d'habilitation pour la signature des accords de prêt auprès de la Présidence de la République juste après les négociations des accords ; (ii) en matière de **passation des marchés**, l'utilisation accrue du système national de passation des marchés (SNPM), le relèvement des seuils de revue préalable (avec un plus grand recours à la revue a posteriori), l'optimisation des contrats de chaque projet, l'assistance technique dans la mise en œuvre des processus d'appel d'offres, la rationalisation du contrôle à priori et stratégie de professionnalisation des acteurs de la commande publique ; (iii) en matière de **fonds de contrepartie**, conformément aux paramètres financiers du pays, la prise en charge au cas par cas et dans la limite de 100% par la Banque du financement des activités des projets ; (iv) en matière de **conformité environnementale et sociale**, la prise en charge des frais d'indemnisation par les ressources BAD/FAD. Un décret gouvernemental permettra de faire appliquer cette décision et (v) en matière d'**insécurité dans certaines régions du pays**, l'allotissement des marchés afin d'ouvrir la compétition pour des entreprises locales en capacité de travailler dans ces régions et renforcement des partenariats avec des agences des Nations-Unies.

Au niveau des opérations régionales : L'âge moyen est de 4,8 ans avec un taux de décaissement moyen de 26%. La performance des opérations régionale est globalement insatisfaisante. Trois projets sont à l'origine de cette faible performance (PIRECT, PARSEBALT et PIDACC). Ces projets souffrent de : (i) retards considérables au démarrage ; et (ii) les capacités institutionnelles limitées des entités régionales chargées de la mise en œuvre des projets (commission du bassin du lac Tchad et Autorité du bassin du Niger), ce en dépit des multiples actions de renforcement de capacités.

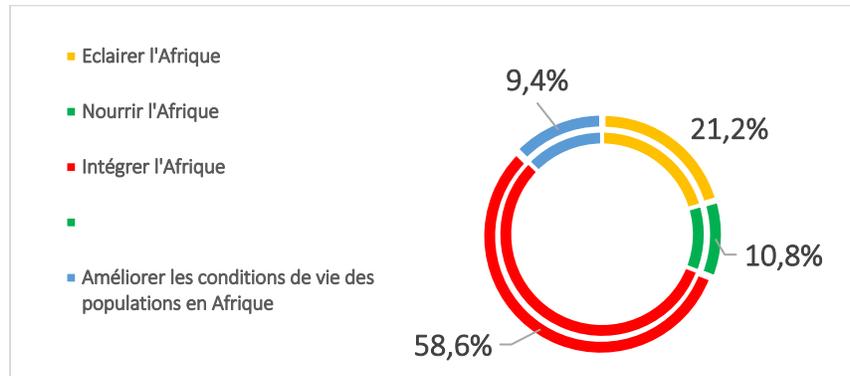
En matière de secteur privé, le portefeuille contient une seule opération (projet du barrage Hydroélectrique de Nachtigal) qui enregistre un taux de décaissement de 80%. Le projet est âgé de 6 ans.

Un nouveau PAPP a été adopté en avril 2024. Il vise à améliorer : (i) la signature des accords de financements ; (ii) la célérité dans la passation des marchés ; et (iii) la conformité en matière d'audits financiers.

Des réunions périodiques sont instituées pour discuter des actions urgentes à prendre pour respecter les cibles des indicateurs de performance institutionnels. La Direction régionale de développement et de prestation de services pour l'Afrique du central (RDGC) a également instruit que les missions de supervision doivent se tenir deux fois par an conformément aux prescriptions du manuel des opérations de la Banque afin d'améliorer le niveau de mise en œuvre des projets. Par ailleurs, le dialogue politique a permis de réduire significativement les délais de signature des accords de financement qui sont passés en moyenne de 17 à 9 mois ces dernières années. Ces efforts vont se poursuivre pour se rapprocher de la norme institutionnelle qui est de 3 mois.

La priorité « intégrer l'Afrique » est dominant du fait des projets du secteur des transports qui représente plus de 50% du volume du portefeuille. Bien que n'apparaissant pas explicitement, la priorité « industrialiser l'Afrique » est aussi considérée à travers la mise en place d'unités industrielles dans les projets de chaîne de valeur (construction de 3 usines d'extraction d'huile de palme et de 3 abattoirs modernes).

Graphique 3 - Distribution suivant les priorités opérationnelles



ANNEXE 9 : PRINCIPAUX MEMBRES DE LA DELEGATION CAMEROUNAISE

– Biographie de SEM Paul BIYA

Président de la République du Cameroun

S.E. Paul BIYA est le deuxième Chef de l'État du Cameroun. Il a accédé au pouvoir le 06 novembre 1982 après la démission du Président Ahmadou AHIDJO, intervenue le 04 novembre 1982.



Biographie de son SEM Monsieur Joseph DION NGUTE

Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Monsieur Joseph DION NGUTE, est juriste de formation et diplômé du Mary College de l'Université de Londres et docteur de l'Université de Warwick de Grande-Bretagne. Il a occupé plusieurs postes dans l'administration camerounaise : directeur adjoint, puis directeur général de l'ENAM. Il a été par la suite ministre délégué auprès du ministre des Relations extérieures, chargé du Commonwealth de décembre 1997 à mars 2018, puis ministre chargé de mission à la Présidence de la République avant d'être nommé Premier ministre du Cameroun, le 4 janvier 2019.

Biographie de SEM Monsieur Alamine Ousmane MEY

Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Gouverneur de la BAD pour le Cameroun



Nommé Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, le 2 mars 2018 et reconduit à l'issue du remaniement ministériel intervenu le 4 janvier 2019, **Monsieur Alamine Ousmane MEY**, occupait auparavant les fonctions de Ministre des Finances depuis décembre 2011. Avant son entrée au Gouvernement, cet ingénieur, formé en Allemagne, en Belgique, en Turquie et à Londres, était Directeur général de Afriland First Bank, *classée premier établissement bancaire au Cameroun depuis 2014 et 142^{ème} au niveau continental en 2017.*